

LA TRIBU HOPI INTERDIT LES GROUPES ENVIRONNEMENTAUX LES MEDIAS AUTOCHTONES LA JUGENT ARCHAÏQUE

En septembre 2009, le Conseil tribal *Hopi* excluait officiellement de son territoire quatre groupes écologistes et, en première ligne, le Sierra Club, association nationale créée en 1896 pour la défense de l'environnement. Afin de justifier la résolution votée à l'unanimité, le Conseil tribal a expliqué que ces activistes menaçaient de priver la tribu des revenus tirés du charbon dont la culture *hopi* a tant besoin pour sa survie ! En effet, ces quatre groupes de militants auraient « volontairement diffusé des informations erronées concernant l'eau et les ressources tribales dans le but d'engendrer des craintes injustifiées dans le cœur et l'esprit du public *hopi* ».

Peu de temps après, Joe Shirley Jr, président de la *Nation navajo*, déclarait à son tour que « les écologistes ne sont pas les bienvenus sur la réserve. Comme jamais auparavant, les activistes et les associations environnementales représentent l'une des plus grandes menaces pour la souveraineté et l'autodétermination tribales ainsi que pour notre quête d'indépendance. Si nous les écoutions, nous resterions dépendants du gouvernement fédéral et ce n'est pas ce que nous voulons ». Il a ajouté que « les écologistes sont doués pour critiquer ce qui ne va pas mais le sont beaucoup moins pour proposer des solutions d'avenir. La plupart ne se battent pas à nos côtés mais contre nous, aidant et confortant ceux qui sont opposés au libre arbitre des nations indiennes ». Enfin, il a affirmé que ces mêmes écologistes, en exigeant la fermeture d'une scierie et en luttant contre le projet d'exploitation minière à Desert Rock, étaient directement responsables de la perte de centaines d'emplois.



Wahleah Johns, de la *Black Mesa Water Coalition*, s'est aussitôt offusquée en répliquant qu'en tant que membre d'une « association non-gouvernementale amérindienne luttant pour préserver et protéger la Terre Mère et l'intégrité des cultures des peuples autochtones », elle estimait que le président Shirley n'était pas du tout en phase avec son peuple.

De son côté, Enei Begay, également co-présidente de la *Black Mesa Water Coalition*, a tenu à rappeler à Shirley que, même si elle déplorait ces pertes d'emploi, l'exploitation minière à Black Mesa a causé davantage de dommages sur la population *diné* au cours des 30 dernières années...

On estime à 10.000 le nombre de *Navajos* qui ont dû être déplacés de force en 1974 afin de permettre à Peabody Coal de faire fonctionner la mine de charbon de Black Mesa. L'expropriation de leur territoire ancestral et la pollution irréversible des nappes phréatiques ont eu des conséquences dramatiques pour les communautés voisines ainsi que sur la faune et la flore.

Par cette déclaration, Joe Shirley se range aux côtés du conseil tribal *Hopi* et viole ainsi le droit des *Navajos* à protéger leur environnement et la santé de leurs communautés.

Pour Klee Benally, activiste *Navajo* et chanteur guitariste du groupe Blackfire, « *une société démocratique fonctionnelle et bien informée doit savoir accueillir en son sein les dissidents, les critiques et les défenseurs des droits humains. De nombreux Amérindiens parmi les communautés diné et hopi militent pour l'environnement. A écouter Shirley, quiconque se dresse contre les intérêts de son administration s'opposerait à sa propre conception de la souveraineté tribale. Quand une population n'est pas d'accord avec les agissement de son gouvernement, les citoyens ont le droit de protester (...). Est-ce que la souveraineté implique que nous dépendions des énergies non-renouvelables qui détruisent notre Terre, polluent nos sources d'eau potable et l'air que nous respirons ? (...) Si les associations écologistes n'étaient pas là, nos territoires seraient à la merci des multinationales depuis bien longtemps !* ».

Pour d'autres, ces déclarations sont une bonne chose car elles révèlent enfin aux yeux de tous où se situent vraiment les intérêts des Conseils tribaux, considérés comme des « gouvernements fantoches » à la merci du gouvernement fédéral et des intérêts financiers des multinationales.

Pour exemple, le drame politique qui s'est joué ces dernières années en territoire *hopi*, précisément autour de la problématique du charbon. En 2007, les *Hopi* élisent à la présidence Ben Nuvamsa, candidat résolument écologiste et anti-Peabody. Pendant l'année et demi qui suit, le Conseil tribal a tenté par tous les moyens de le pousser vers la porte de sortie. A la fin de l'année 2008, ils obtiennent gain de cause et aujourd'hui, les contestations se font nombreuses. Il est notamment reproché au Conseil tribal de ne pas avoir organisé d'élections en bonne et due forme pour remplacer Nuvamsa.

En affirmant haut et fort leurs positions, les conseils *hopi* et *navajo* confirment une fois de plus le racisme écologique qui est en jeu. Dans le Sud-Ouest, les problèmes de pollution de l'air, de la terre et de l'eau sont directement liés à l'identité ethnique. Pour Gearon, du Réseau environnemental autochtone, de nombreux Amérindiens ne soutiennent pas la loi américaine pour l'énergie verte (Clean Energy Act) « *qui accorde des milliards de dollars à des entreprises d'extraction de charbon afin que nous puissions diminuer nos émissions ici tout en expulsant les autochtones des forêts brésiliennes pour y cultiver l'huile de palme et l'eucalyptus afin de pouvoir conduire nos voitures avec du bio-diesel...* ». De même, dans la région des Four Corners, on pollue et on assèche les réserves d'eau potable pour éclairer et satisfaire les besoins énergétiques démesurés de villes comme Las Vegas, Phoenix et Los Angeles... et à écouter les conseils tribaux en place, ce n'est pas près de s'arrêter !

Sources : « Democracy Unwelcome on Navajo and Hopi Nations? », déclaration de Klee Benally, 3 octobre 2009

New America Media, News Report, Elena Shore, Video by Cliff Parker, Posted: Oct 13, 2009

Traduction Sophie Gergaud pour la Lettre de Nitassinan